



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

2 septembre 2016

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : **4 octobre 2016.**

SOMMAIRE

◆ **Synthèse régionale**

- *Page 4*

◆ **Marché du travail**

- *Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
- *Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
- *Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
- *Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
- *Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel*
- *Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
- *Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
- *Page 12 : taux de chômage (Insee)*

◆ **Emploi**

- *Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
- *Page 14 : déclarations préalables à l'embauche*
- *Page 15 : évolution récente de l'intérim*
- *Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié*

◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- *Page 18 : activité partielle*
- *Page 19 : procédures de licenciement collectif*

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

Fin juillet 2016, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 673 060, augmentant de 0,6 % sur trois mois. Cette hausse fait suite à la baisse amorcée au début de l'année. Sur un an, la demande d'emploi en cat. A est à peu près stable (+0,2 %).

En incluant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories A, B et C) le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 963 250, en hausse de 1,0 % sur les trois derniers mois et 1,2 % sur un an.

La France métropolitaine semble connaître une évolution légèrement plus favorable sur la période récente, avec sur les trois derniers mois une baisse de 0,1 % en catégorie A et une hausse de 0,8 % en catégories A, B et C.

Depuis le début de l'année, la demande d'emploi des femmes a progressé un peu plus rapidement que celle des hommes (écart de 1,4 point sur un an). Le nombre de jeunes demandeurs, après avoir sensiblement baissé depuis la mi-2015, est reparti à la hausse ces derniers mois (+3,8 % sur trois mois). Les seniors ont continué d'afficher une hausse modérée (+0,9 % sur trois mois).

Au premier trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,8 % de la population active, stable par rapport au quatrième trimestre 2015. Il est inférieur de 1,1 point au taux de chômage en France métropolitaine, à 9,9 %.

EMPLOI

Au 1^{er} trimestre 2016, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) a fortement augmenté par rapport à la même période de 2015, que l'on considère tous les contrats ou seulement les durables (i.e. CDD de plus de six mois et CDI).

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a poursuivi sa légère hausse au 1^{er} trimestre en Île-de-France, toujours soutenu par les services marchands. L'intérim en revanche montre des signes de ralentissement après avoir progressé en fin d'année 2015 et en début d'année 2016.

MUTATIONS ECONOMIQUES

En dehors des demandes liées aux intempéries, le nombre d'heures d'activité partielle autorisées est à peu près stable, avec en juillet un fort recours provenant de la fabrication de matériels de transport. Une vingtaine de PSE ont été initiés en juillet, menaçant environ 1 300 emplois, soit un volume bien inférieur aux chiffres précédents, en lien avec un effet saisonnier, l'initialisation de tels plans étant moins fréquente en été.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2016

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emplois en catégorie A a augmenté de 0,6 % en Île-de-France, tandis qu'il a diminué de 0,1 % en France métropolitaine. L'évolution du mois de juillet est pour beaucoup dans cet écart en catégorie A : sur le mois on a observé une hausse de 0,4 % dans la région contre une baisse de 0,5 % au niveau national.

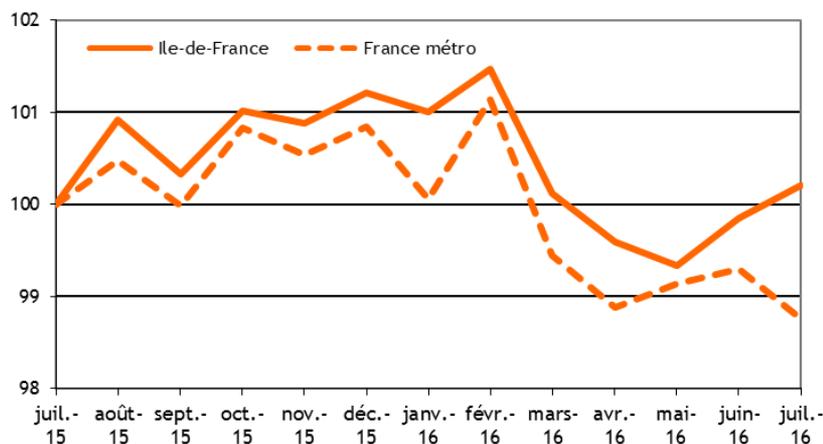
En prenant en compte les demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories A, B et C), les évolutions sur les trois derniers mois sont cette fois assez similaires avec une hausse de 1,0 % en Île-de-France et de 0,8 % en France métropolitaine.

Sur un an, la France métropolitaine semble également un peu mieux s'en tirer que la région francilienne, surtout en catégorie A. Cela est cependant surtout le fait des deux derniers mois seulement, où l'évolution francilienne est apparue plus dégradée que celle de la France métropolitaine.

Juillet 2016	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	673 060	3 506 600	0,4	-0,5	0,6	-0,1	0,2	-1,2
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	963 250	5 442 100	0,4	0,1	1,0	0,8	1,2	0,7

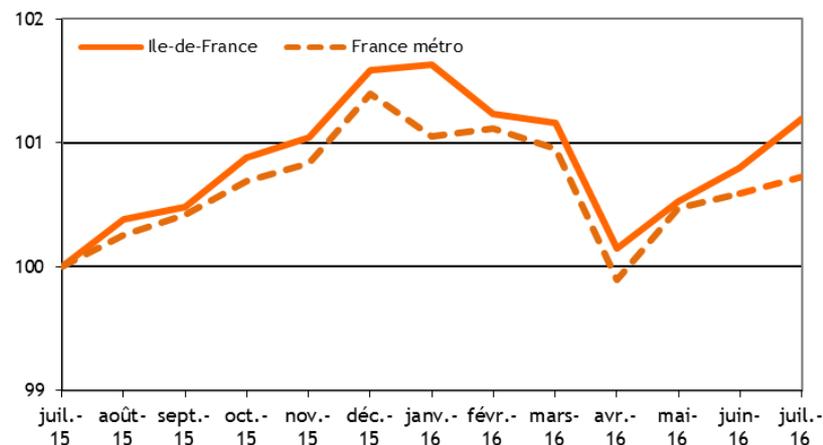
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en juillet 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en juillet 2015)



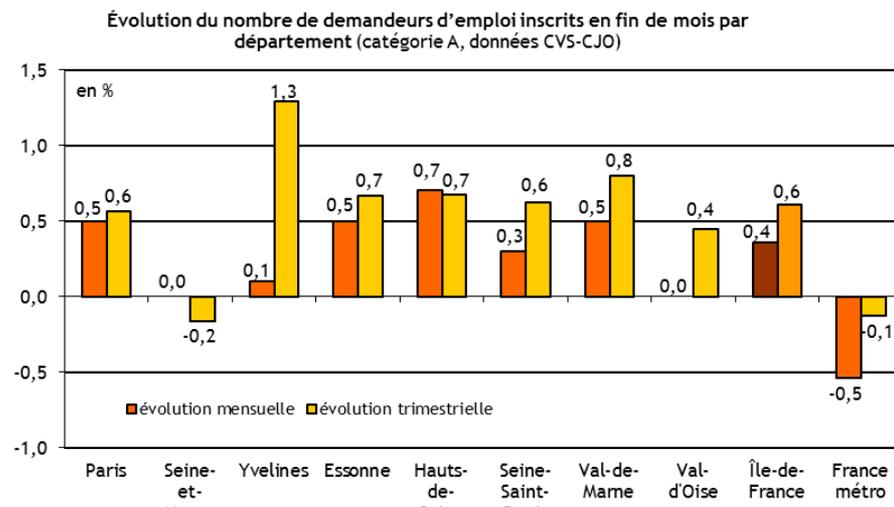
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2016

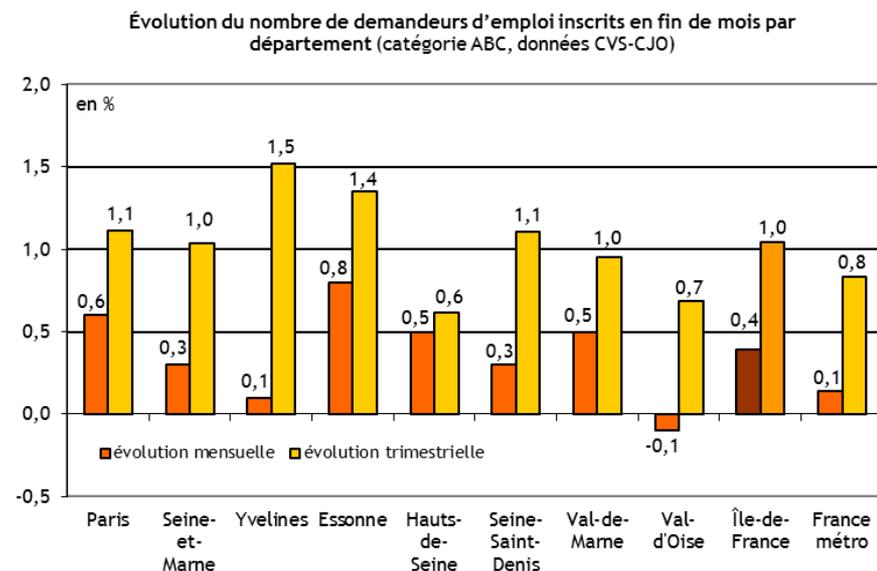
Sur les trois derniers mois, les départements franciliens ont enregistré en catégorie A des évolutions allant de -0,2 % en Seine-et-Marne, seule à afficher une baisse, à +1,3 % dans les Yvelines.

En catégories A, B et C, tous les départements d'Île-de-France sont en hausse sur les trois derniers mois. Les variations se sont situées entre +0,6 % dans les Hauts-de-Seine jusqu'à +1,5 % dans les Yvelines.

Mis à part pour les Yvelines, les autres départements franciliens ont vu la situation de la demande d'emploi se dégrader uniquement en juin et en juillet, à l'image de la région dans son ensemble. Le début de l'année avait vu s'amorcer un mouvement de baisse, lequel était même assez marqué dans certains d'entre eux (Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis ou encore Val-de-Marne).



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Données CVS-CJO Juillet 2016	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	133 590	0,5	0,6	200 380	0,6	1,1
Seine-et-Marne	66 060	0,0	-0,2	97 240	0,3	1,0
Yvelines	65 250	0,1	1,3	93 680	0,1	1,5
Essonne	58 750	0,5	0,7	86 180	0,8	1,4
Hauts-de-Seine	80 600	0,7	0,7	113 230	0,5	0,6
Seine-Saint-Denis	120 750	0,3	0,6	165 250	0,3	1,1
Val-de-Marne	75 690	0,5	0,8	105 700	0,5	1,0
Val-d'Oise	72 370	0,0	0,4	101 590	-0,1	0,7
Île-de-France	673 060	0,4	0,6	963 250	0,4	1,0
France métropolitaine	3 506 600	-0,5	-0,1	5 442 100	0,1	0,8

Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2016

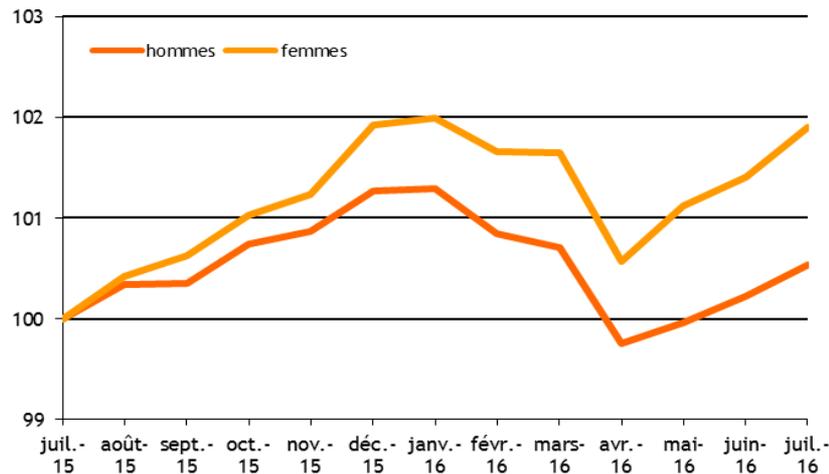
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

Sur les trois derniers mois, la demande d'emploi a augmenté de 0,8 % pour les hommes et de 1,3 % pour les femmes. Sur les trois derniers mois, l'évolution de la demande d'emploi des femmes est assez uniforme dans tous les départements, sauf en Essonne (+1,8 %) et dans les Hauts-de-Seine (+0,9 %). En revanche, la demande d'emploi des hommes varie de manière plus contrastée.

Sur un an, la demande d'emploi des hommes a progressé de 0,5 % contre une hausse de 1,9 % pour les femmes, continuant de creuser un peu plus l'écart qui a commencé à apparaître au second semestre 2015.

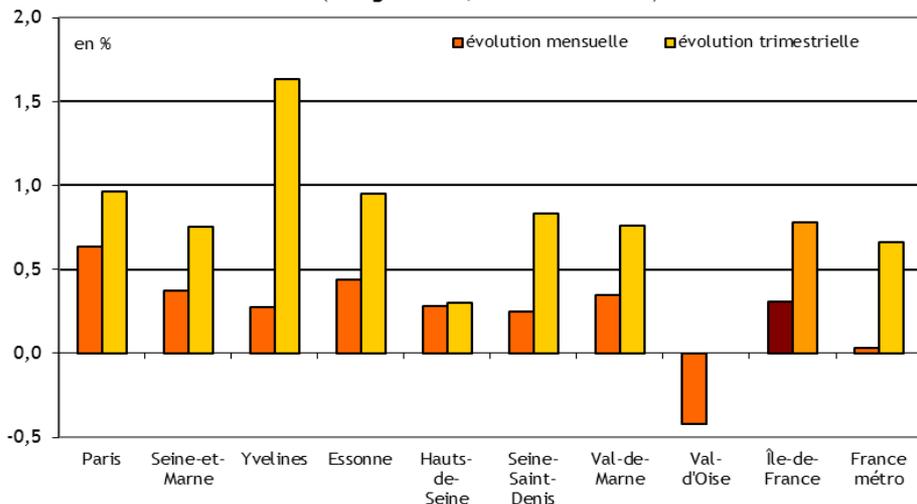
L'évolution de la demande d'emploi est sensiblement plus dégradée pour les femmes dans le Val-d'Oise et dans l'Essonne.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 juillet 2015)



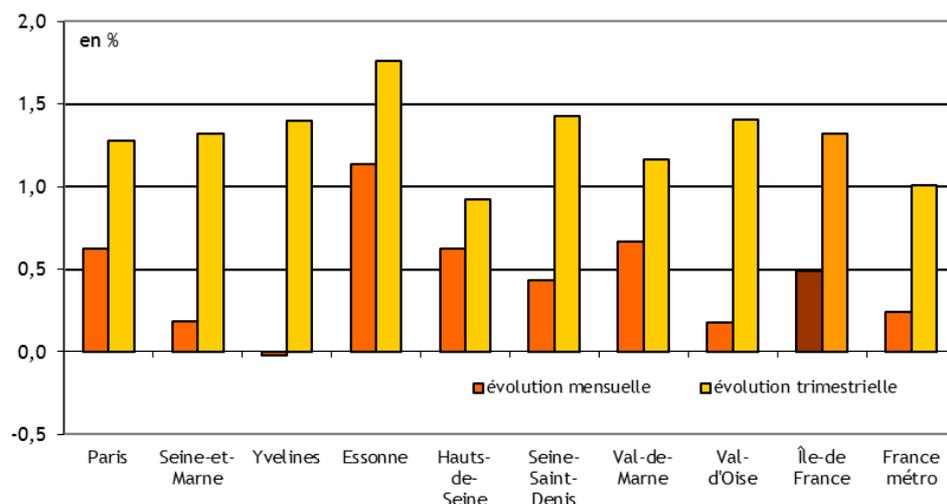
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



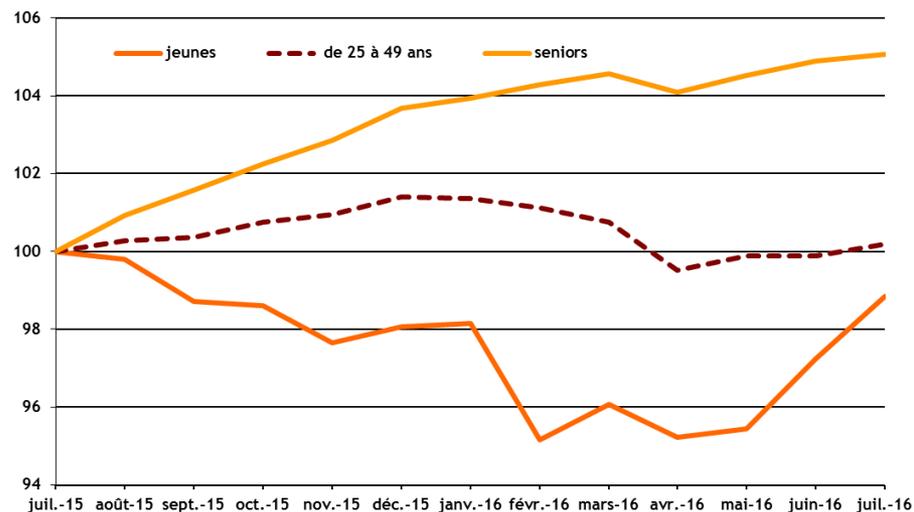
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2016

La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

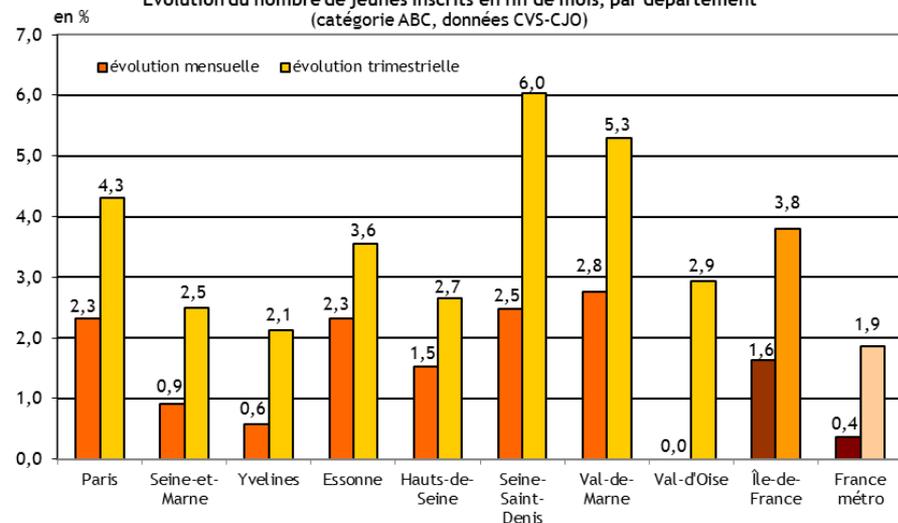
- Sur les trois derniers mois, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi croît fortement de 3,8 %, alors qu'il avait baissé de façon marquée entre la fin du second semestre 2015 et le début d'année. Au niveau national, on observe la même dynamique mais avec une hausse moins marquée (+1,9 % sur trois mois).
- Sur un an, la baisse demeure de 1,2 % pour les jeunes franciliens tandis qu'elle reste plus franche en France métropolitaine avec une diminution de 3,5 %.
- La demande d'emploi des seniors augmente modérément de 0,9 % sur les trois derniers mois (+0,2 % sur le seul mois de juillet). Sur un an, la hausse des seniors demeure élevée (+5,1 %).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 juillet 2015)



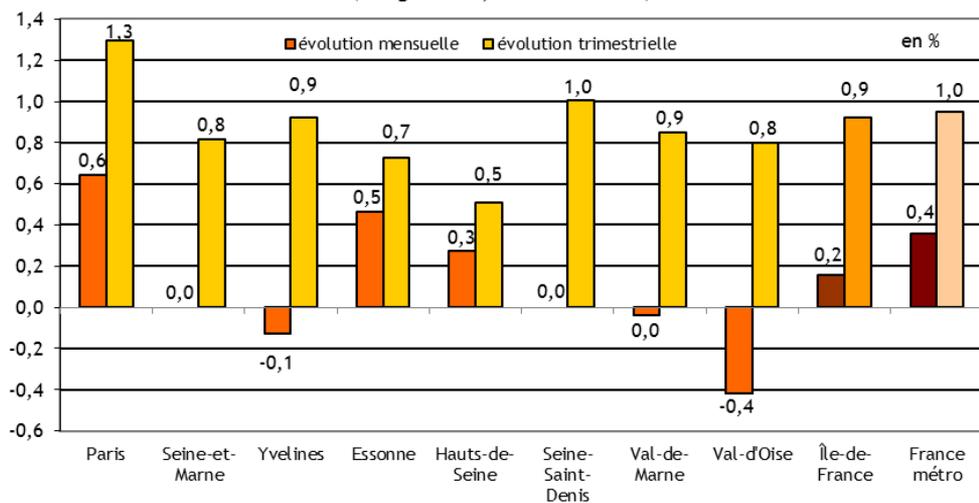
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2016

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché

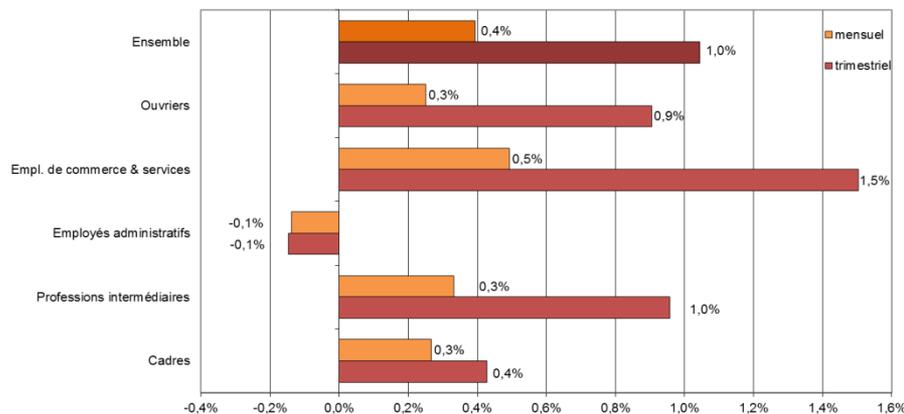
➤ **Avertissement** : à compter de mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » a généralisé la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B et C, on déplore une perte de qualité dans l'information du métier recherché par le demandeur d'emploi. Ainsi, le nombre de « non renseignés » pour la catégorie socioprofessionnelle passe d'environ 700 en février à environ 6 000 en juillet. Cela peut encore influencer très légèrement à la baisse sur l'évolution sur trois mois pour les différentes catégories socioprofessionnelles.

□ Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi est à peu près stable pour les employés administratifs (-0,1 %) et a légèrement augmenté pour les cadres (+0,4 %). La hausse est plus marquée pour les ouvriers et les professions intermédiaires tandis que les ouvriers de commerce et des services sont les plus touchés.

□ Seuls les domaines professionnels des banques et assurances, de l'informatique et des télécommunications ainsi que la gestion et administration des entreprises ont été épargnés ces derniers mois. A l'inverse, la santé, l'action sociale, culturelle et sportive, le commerce ainsi que l'hôtellerie et restauration ont été particulièrement touchés depuis trois mois.

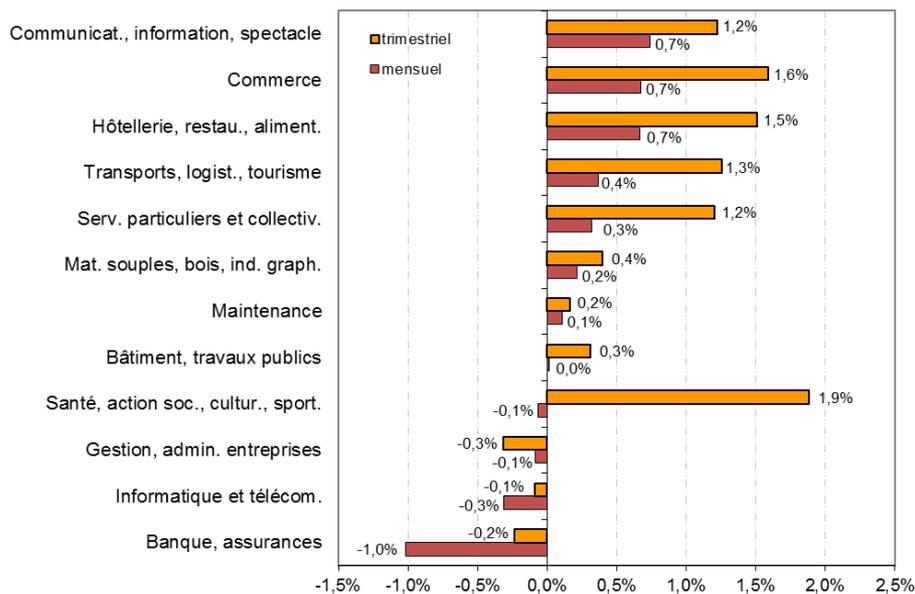
* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie socioprofessionnelle (catégorie ABC - données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2016

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

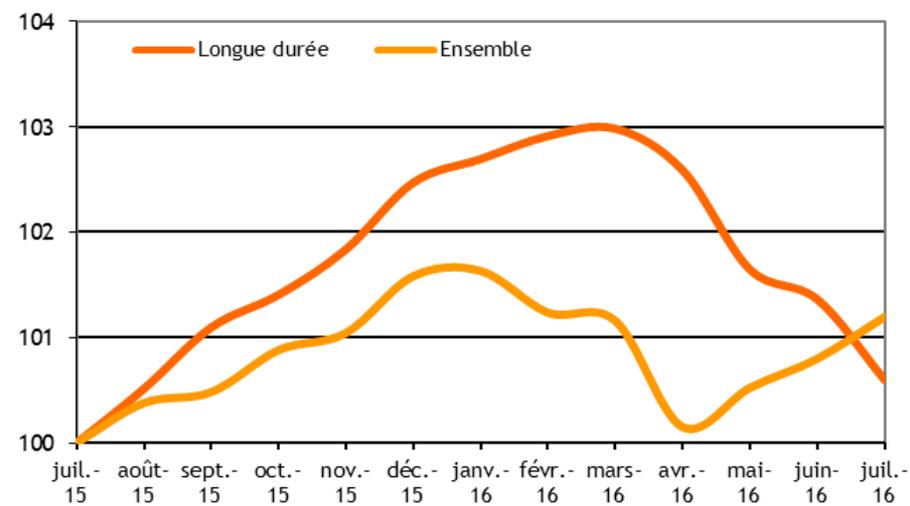
Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) a baissé de 1,9 % sur trois mois (-2,2 % en France métropolitaine).

Il est cependant vraisemblable que cette baisse soit en partie liée au phénomène de hausse des défauts d'actualisation survenu en avril : la sortie en avril suivie d'une réinscription les mois suivants réinitialise le compteur d'ancienneté des demandeurs d'emploi concernés. Néanmoins, il est à noter que la demande d'emploi de longue durée n'avait que très légèrement augmenté sur le premier trimestre de l'année.

Depuis le 1er janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité. Ceci a un impact massif sur les séries de demandeurs d'emploi au RSA. Entre janvier et mai 2016, en l'absence d'information sur la prime d'activité, les demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA activité ou au RSA socle et activité ne sont plus comptabilisés, mais une partie d'entre eux a vraisemblablement basculé parmi les demandeurs concernés par le RSA socle, causant ainsi une hausse brutale de ce dernier chiffre. Depuis juin 2016, Pôle emploi dispose d'informations sur la prime d'activité et peut identifier les demandeurs d'emploi ayant un droit payable à la prime d'activité ou au RSA socle ainsi qu'à la prime d'activité, causant une baisse brutale du nombre de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA socle. Des [séries rétrolées par Pôle emploi](#) sont disponibles au niveau national mais n'existent pas au niveau régional.

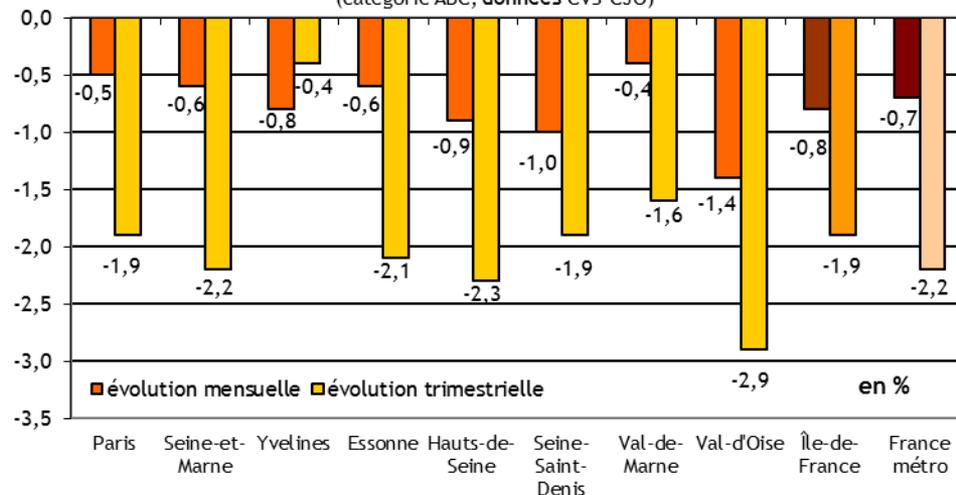
En l'attente d'une expertise au niveau régional de ces chiffres sur le RSA, leur publication est suspendue.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis un an ou plus (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 juillet 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'inscrits depuis un an ou plus, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les entrées et les sorties à la fin du mois de juillet 2016

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

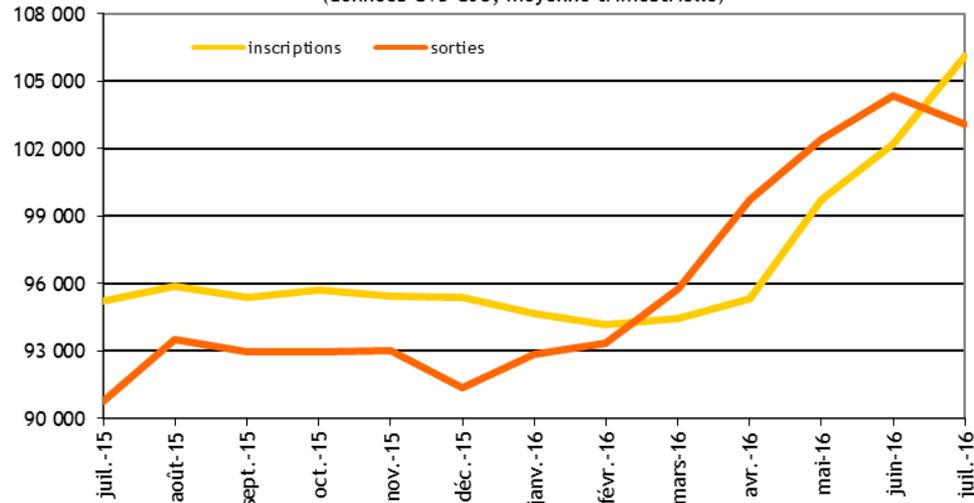
➤ En juillet 2016, le nombre d'inscriptions pour motif de « première entrée sur le marché du travail » a fait un petit bond (environ 2 000 inscriptions supplémentaires en Île-de-France par rapport au niveau des mois précédents).

➤ A compter de mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » entre en vigueur en Île-de-France (généralisant notamment la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi). Pôle emploi procède également à la refonte des intitulés des motifs d'entrée sur les listes. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B et C, la répartition selon les motifs d'entrée est affectée.

□ Le nombre d'entrées est à la hausse à partir mars après avoir stagné depuis la mi-2015. La cause de cette hausse est difficile à identifier : l'explosion des reprises d'activité semble plutôt le fait du changement d'intitulé du motif même si un réel phénomène de retour sur le marché du travail de travailleurs auparavant découragés n'est pas à exclure (si on n'observe plus de hausse les prochains mois, on pourrait conclure à un effet limité). Le bond des premières entrées en juillet (dont l'effet reste limité dans le cadre de l'évolution sur trois mois glissants) pourrait également être lié à ces changements de modalités de Pôle emploi.

□ Il semble y avoir une légère hausse des sorties ces derniers mois. En leur sein, les entrées en stage augmentent très fortement depuis le début de l'année, avec la mise en place du plan de 500 000 actions de formations supplémentaires.

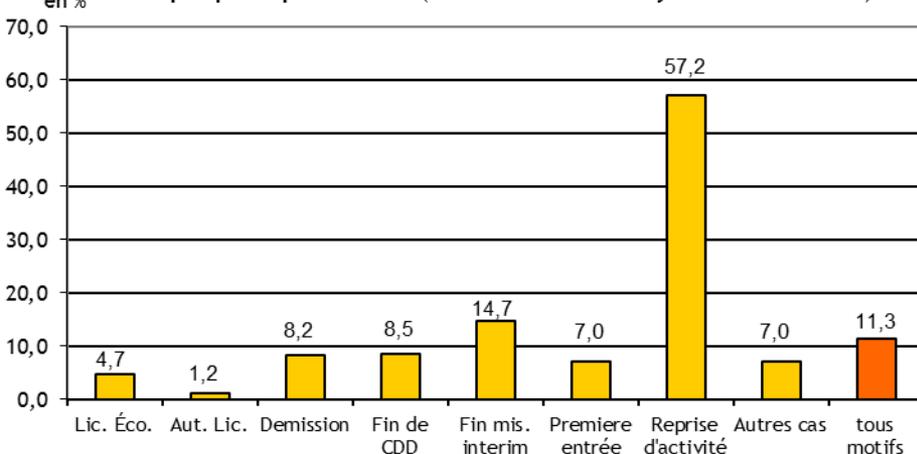
Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Avertissement : Divers événements de nature administrative rendent difficile l'interprétation des évolutions des entrées et des sorties

Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 1^{er} trimestre 2016

□ Au premier trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,8 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, stable par rapport au quatrième trimestre 2015. Le taux de chômage en France métropolitaine est lui aussi resté stable, atteignant 9,9 % au 1^{er} trimestre 2016.

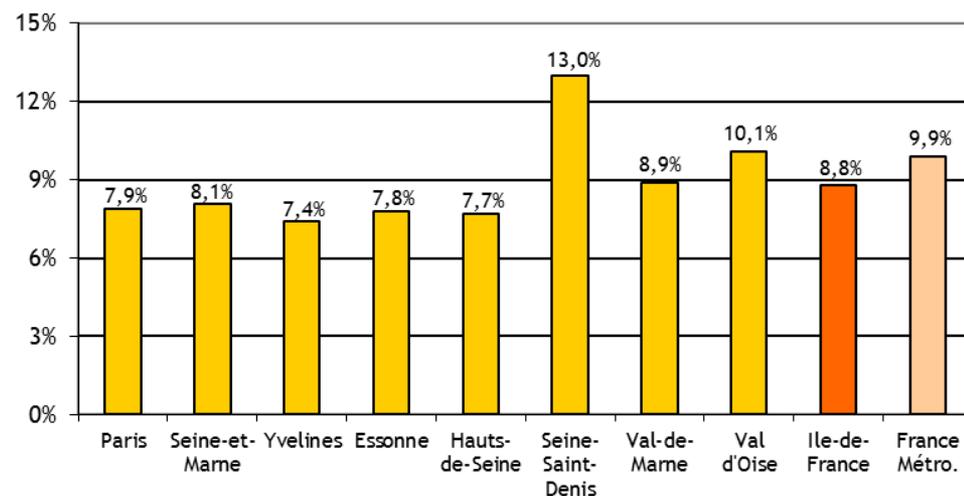
□ Par rapport au trimestre précédent, Paris et les Hauts-de-Seine ont vu leur taux de chômage reculer de 0,1 point tandis qu'il a augmenté de 0,1 point dans les Yvelines. Il est resté stable dans le reste des départements franciliens.

□ Sur un an, le taux de chômage a baissé de 0,1 point en Île-de-France ainsi qu'en France métropolitaine.

□ Depuis le premier trimestre 2008 et le début de la crise, le taux de chômage a augmenté de 2,6 points dans la région et de 3,2 points en France métropolitaine. Néanmoins, il est resté relativement stable entre 2013 et aujourd'hui, sans amorcer un mouvement de baisse concret.

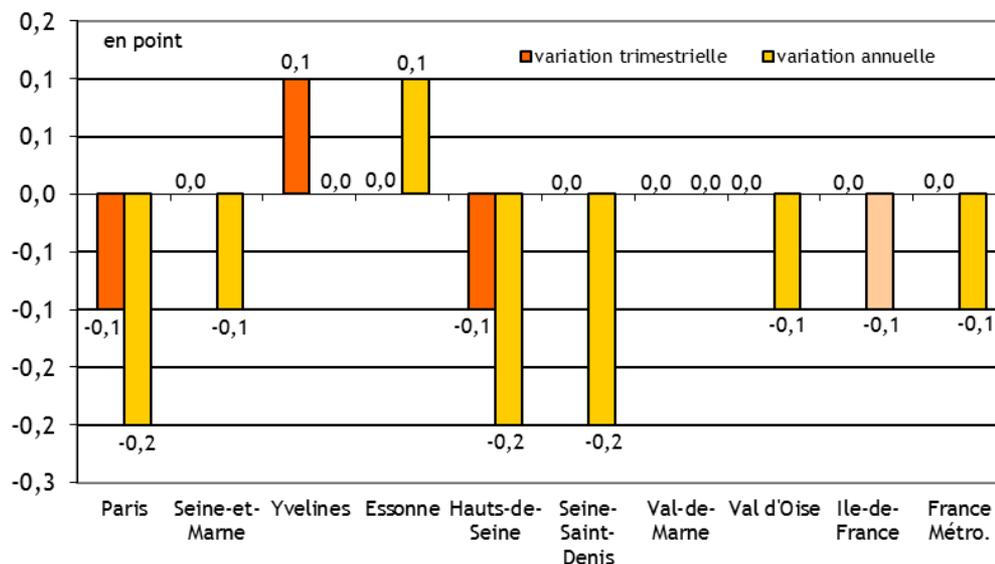
□ Ainsi, le département au taux de chômage le plus élevé reste la Seine-Saint-Denis (13,0 %) se détachant nettement du reste des départements franciliens. Suit le Val-d'Oise (10,1 %), où il est également nettement supérieur à la moyenne régionale.

Taux de chômage localisé au 1er trimestre 2016 (données CVS)



Source : Insee

Évolution du taux de chômage localisé au 1er trimestre 2016 (données CVS)



Source : Insee

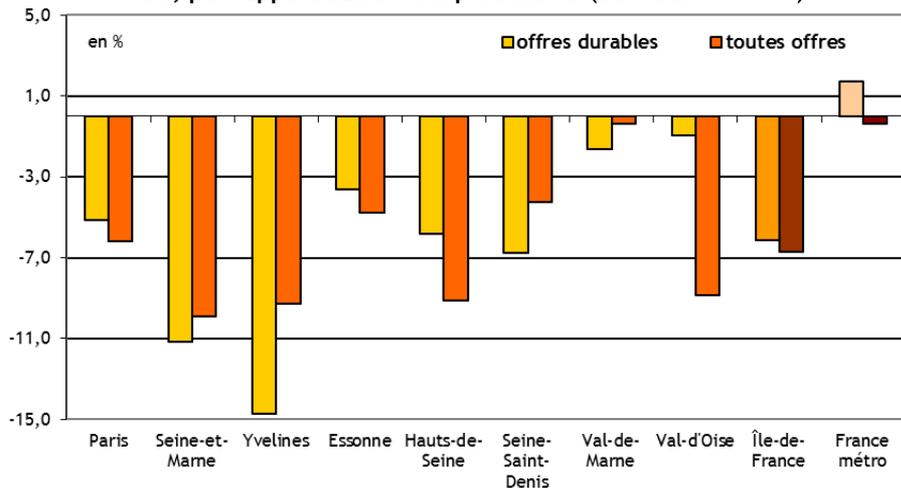
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin juillet 2016

En juillet 2016, 43 630 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 27 820 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Depuis mai, le nombre d'offres est en baisse par rapport au niveau observé depuis la fin 2015.

Sur trois mois glissants, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région a diminué, qu'il s'agisse des seules offres durables ou de tout type d'offres. En France métropolitaine, le total des offres baisse légèrement tandis que les offres durables restent stables.

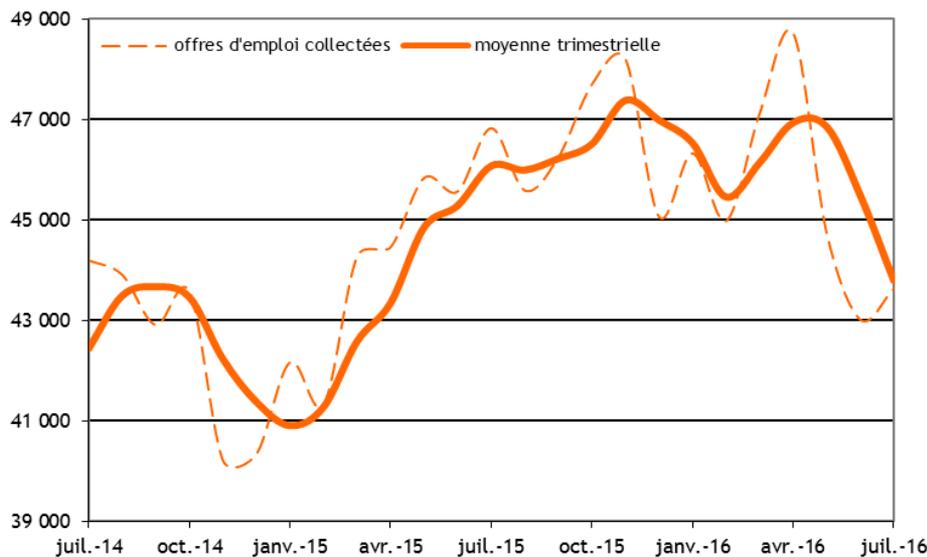
En moyenne trimestrielle sur un an, les offres (durables ou non) enregistrées dans la région sont également en repli tandis qu'elles sont en hausse en France métropolitaine.

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)



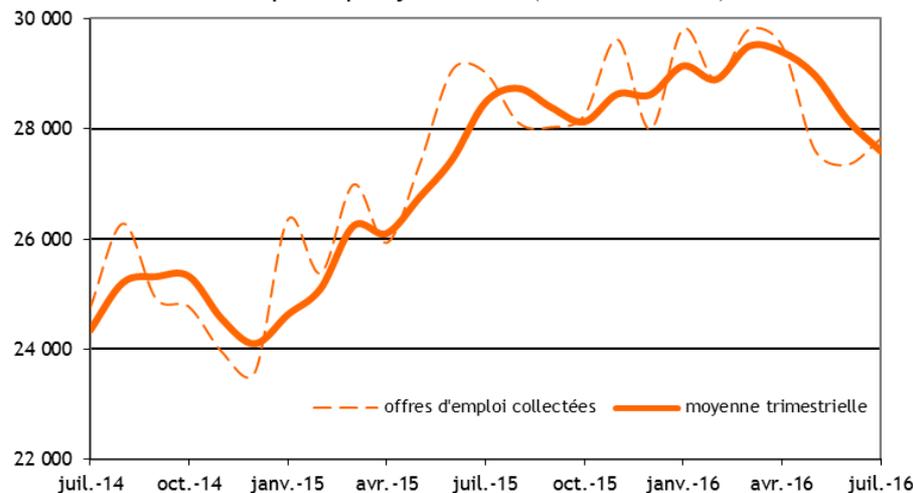
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis juillet 2014 (données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis juillet 2014 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au premier trimestre 2016

Plus de 1 700 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au premier trimestre 2016 en Île-de-France, dont plus de 350 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au premier trimestre 2016 (par rapport au premier trimestre 2015) a augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+4,5 %) et pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +8,2 %).

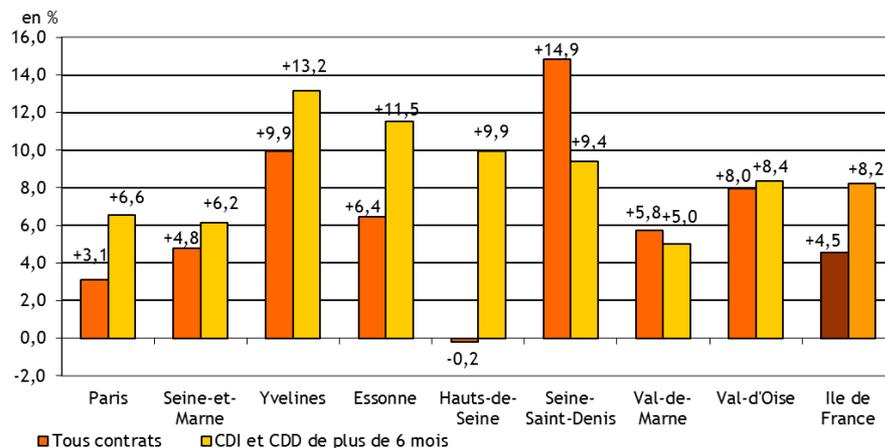
Tous contrats confondus, la Seine-Saint-Denis et les Yvelines ont connu une augmentation annuelle très importante (respectivement 14,9 % et 9,9 %). En revanche, cette évolution est très légèrement négative pour les Hauts-de-Seine (-0,2 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, les Yvelines et l'Essonne progressent fortement (plus de 10 %). Les Hauts-de-Seine connaissent paradoxalement une forte croissance des seuls contrats durables (+ 9,9 %).

Les services auxiliaires aux services financiers et aux assurances et les activités de poste et de courrier connaissent la plus forte augmentation des contrats durables (respectivement + 70,4 % et +60,6 %).

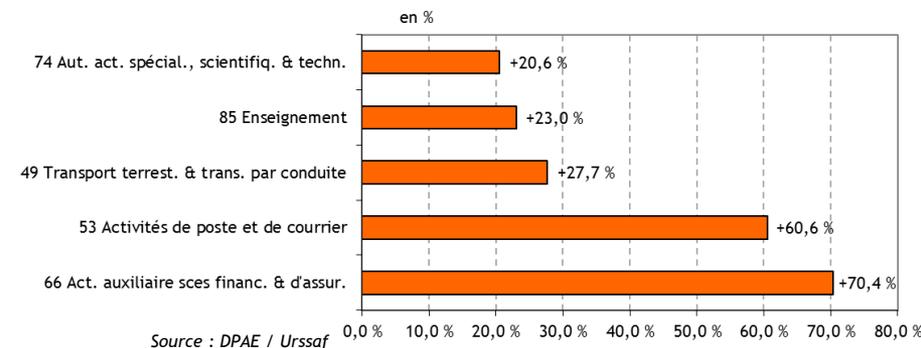
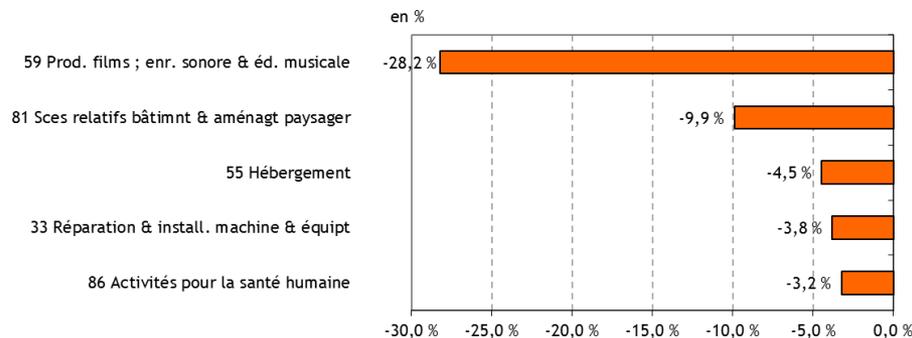
La production de films cinématographiques, vidéos et émissions de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale a connu la baisse la plus importante (près de 30 %).

Évolution des déclarations préalables à l'embauche par département (1er trimestre 2015- 1er trimestre 2016)



Source : DPAE / Urssaf

Les cinq secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante



Source : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin mai 2016

▣ Près de 302 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de mai 2016 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 93 000 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

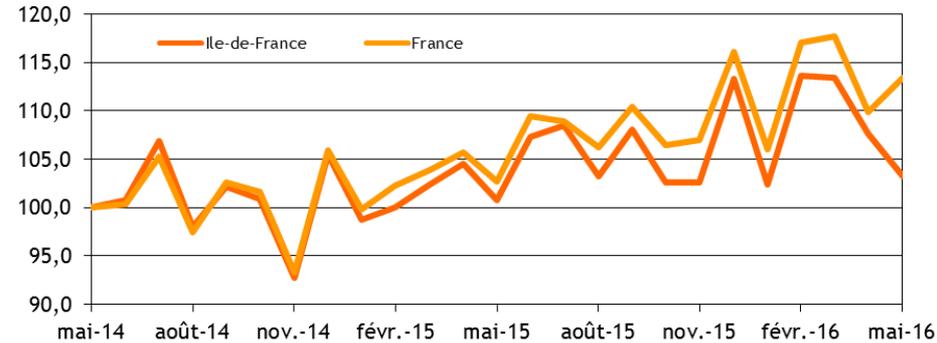
▣ Le nombre de contrats signés a augmenté, alors que le nombre d'intérimaires en EETP est en baisse pour le second mois consécutif, signe de missions de durée plus courte. En moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires est ainsi en baisse : -1,6 % par rapport aux trois mois précédents (données CVS).

▣ L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en recul : -5,9 % pour le nombre d'EETP sur trois mois glissants. En cause l'industrie agro-alimentaire (-15,7 %) qui, déjà en baisse les mois précédents, a vu celle-ci s'accroître. La métallurgie, en hausse au premier trimestre, n'a pas maintenu sa dynamique haussière (-4,8 %).

▣ L'activité intérimaire dans la construction n'a pas poursuivi sa hausse mais s'est stabilisée sur les trois derniers mois (-0,8 % par rapport aux trois précédents).

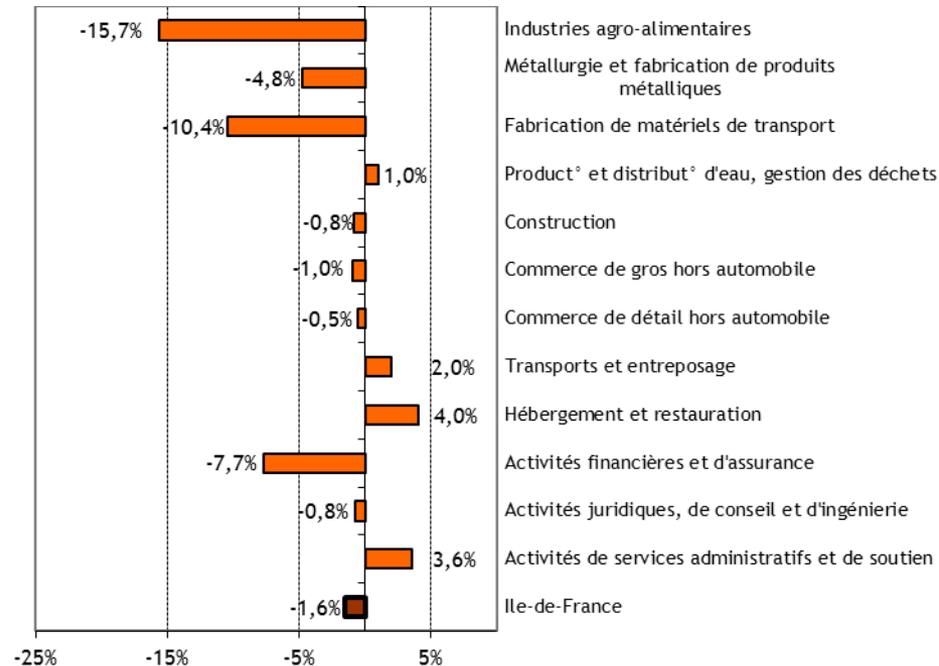
▣ Stabilisation également dans le tertiaire (-0,4 %) avec des évolutions variées selon les secteurs : des hausses dans l'hébergement/restauration, les activités de service administratif ou encore dans le transport et entreposage (resp. +4,0 %, +3,6 % et +2,0 %) mais une forte baisse pour les activités financières et d'assurance (-7,7 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin mai 2014)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

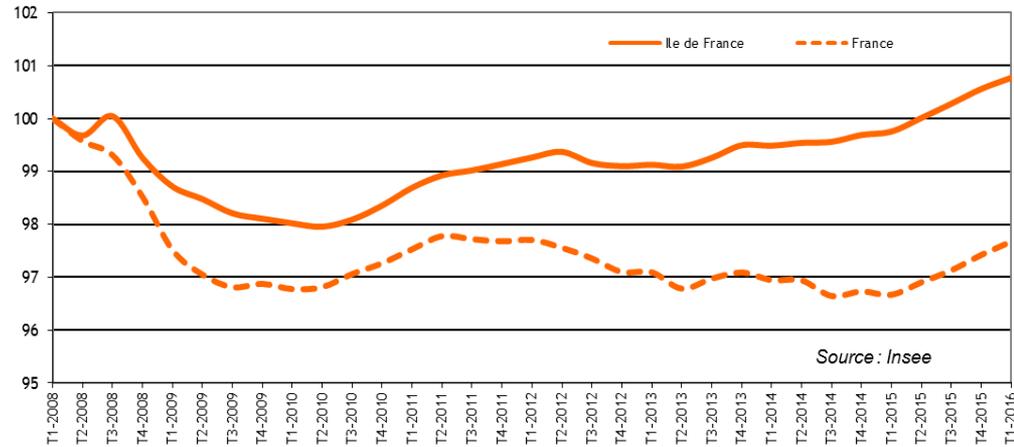
Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2016

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



□ Au premier trimestre 2016, l'emploi salarié marchand francilien progresse de 0,2 % (soit +8 700 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente de 0,3 % (+40 400 emplois).

□ Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en hausse de 1,0 % (soit +40 400 emplois). Il semble ainsi confirmer sa bonne tenue, ayant notamment dépassé son niveau d'avant-crise au cours de l'année 2015, sans toutefois marquer un tournant vers une franche amélioration.

□ Au premier trimestre 2016, la Seine-Saint-Denis (+0,9 %) et la Seine-et-Marne (+0,6 %) ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement en région francilienne. A l'inverse on a observé des légères baisses pour le Val-de-Marne (-0,3 %) et les Hauts-de-Seine (-0,1 %).

□ Sur un an, le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine se sont également démarqués du reste des départements franciliens, n'ayant pas enregistré de hausse de l'emploi mais seulement une relative stabilisation. L'emploi salarié marchand a en revanche le plus fortement progressé en Seine-et-Marne (+2,0 %, +6 000 emplois) et en Seine-Saint-Denis (+1,9 %, +7 500 emplois).

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 1er trimestre 2016	Evolution trimestrielle (par rapport au 4ème trimestre 2015)		Evolution annuelle (par rapport au 1er trimestre 2015)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 298 942	2 646	0,2	18 779	1,5
Seine-et-Marne	309 892	1 848	0,6	6 074	2,0
Yvelines	367 240	1 065	0,3	2 289	0,6
Essonne	302 471	780	0,3	3 591	1,2
Hauts-de-Seine	816 144	-898	-0,1	583	0,1
Seine-Saint-Denis	404 772	3 505	0,9	7 531	1,9
Val-de-Marne	356 953	-1 043	-0,3	-390	-0,1
Val-d'Oise	265 374	777	0,3	3 202	1,2
Ile-de-France	4 121 787	8 679	0,2	41 658	1,0
France métropolitaine	15 576 600	40 400	0,3	160 400	1,0

Source : Insee - estimations trimestrielles d'emploi

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2016

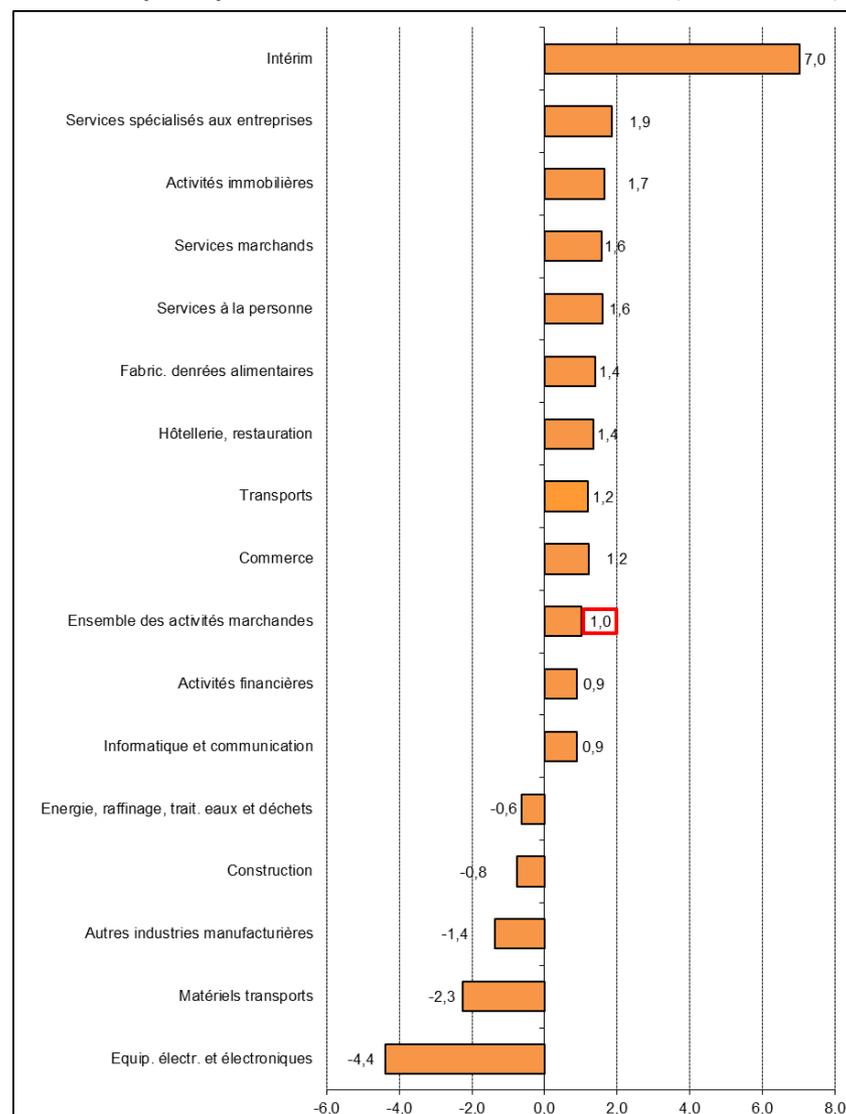
□ Au premier trimestre 2016, l'emploi s'est replié dans l'industrie (2 400 emplois, soit -0,5 %) et reste à peu près stable dans la construction (-300 emplois, -0,1 %). Le commerce (+0,2 %, +1 500 emplois) et les services marchands (+0,4 %, +9 900 emplois) ont continué de progresser.

□ Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de 1,6 % dans l'industrie et de 0,8 % dans la construction. Au sein de l'industrie, tous les secteurs d'activités, sauf celui des denrées alimentaires, perdent un nombre important d'emplois.

□ L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de 1,2 % (+8 400 emplois), dans la lignée des évolutions positives des précédents trimestres.

□ Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de 1,6 % (+42 300 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim recule ce trimestre (-1,5 %) après trois hausses consécutives dont le fort rebond observé au 3^{ème} trimestre 2015. Sur un an, l'intérim a tout de même connu une augmentation importante de 7,0 %. Tous les autres secteurs d'activités ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, les activités spécialisées, techniques et de soutien ont connu la plus forte croissance hors secteur intérimaire (+1,9 %, soit +16 800 emplois), suivies par les activités immobilières (+1,7 %) et les services à la personne (+1,6 %).

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 1^{er} trimestre 2015 et le 1^{er} trimestre 2016, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'activité partielle en juillet 2016

En juillet dernier, 82 demandes d'autorisations d'activité partielle(*) ont été adressées à la Direccte.

Elles correspondent à 555 824 heures de travail autorisées à être chômées en Île-de-France. Un volume en hausse de 4 % par rapport au mois précédent.

Le secteur automobile a demandé à lui seul 230 600 heures d'activité partielle, soit plus de 41 % du total régional tous secteurs confondus. La majorité de ces heures est concentrée en une seule demande d'un grand constructeur automobile.

Le département des Yvelines concentre ainsi le plus d'heures autorisées en juillet dernier avec 57 % des heures d'activité partielle.

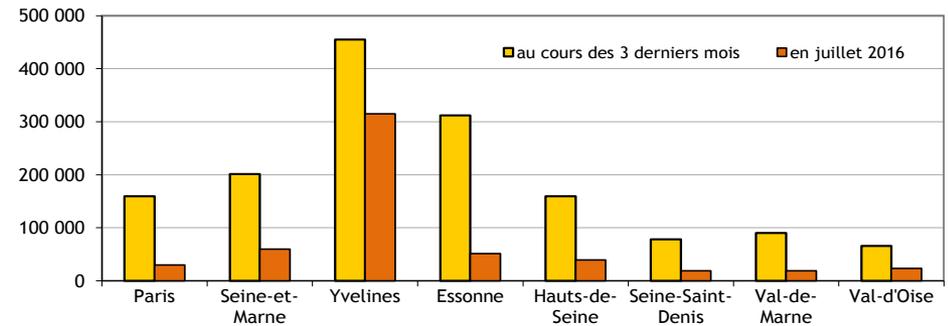
Trois secteurs cumulent 77 % des heures demandées ce mois : l'industrie automobile, la construction et les activités de service et de soutien.

Le secteur de la construction a moins sollicité l'activité partielle en juillet, mais concentre toujours le plus d'heures autorisées ces 3 derniers mois.

(*) Les autorisations étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours Conjoncture économique.

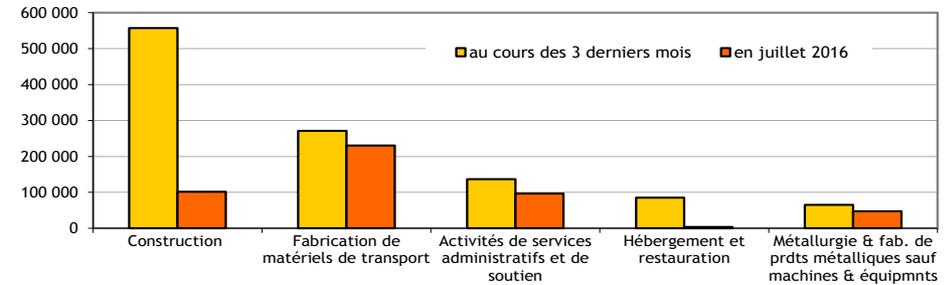
NB: Aux mois de juin et juillet 2016, 365 demandes ont été déposées pour motifs liés aux intempéries et autres circonstances exceptionnelles. 1 800 000 heures d'activité partielle ont ainsi été accordées en conséquence des crues.

Heures autorisées par département



Source : DIRECCTE UD - Traitement : DIRECCTE / SESE

Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : DIRECCTE UD - Traitement : DIRECCTE / SESE

Répartition par territoire gestionnaire	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en juillet	82	21	10	19	8	2	12	3	7
cumul 2016	823	163	115	140	101	48	73	74	109
cumul 2015 (janvier-juillet)	998	146	146	146	138	80	95	98	149
Heures associées en juillet	555 825	29 643	59 776	344 771	51 443	39 500	18 646	18 949	23 097
cumul 2016	4 812 524	325 406	585 145	1 745 416	648 852	367 661	2 013 181	368 949	569 777
cumul 2015 (janvier-juillet)	5 095 251	218 350	723 113	1 119 498	786 776	545 507	363 035	695 658	643 313
Evolution	-5,5%	49,0%	-19,1%	55,9%	-17,5%	-32,6%	-44,5%	-47,0%	-11,4%

Source : DIRECCTE UD - Traitement : DIRECCTE / SESE

Les plans de sauvegarde de l'emploi en juillet 2016

En juillet 2016, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 22 procédures concernant 1 297 postes. C'est nettement au-dessous de la moyenne constatée sur les 12 derniers mois.

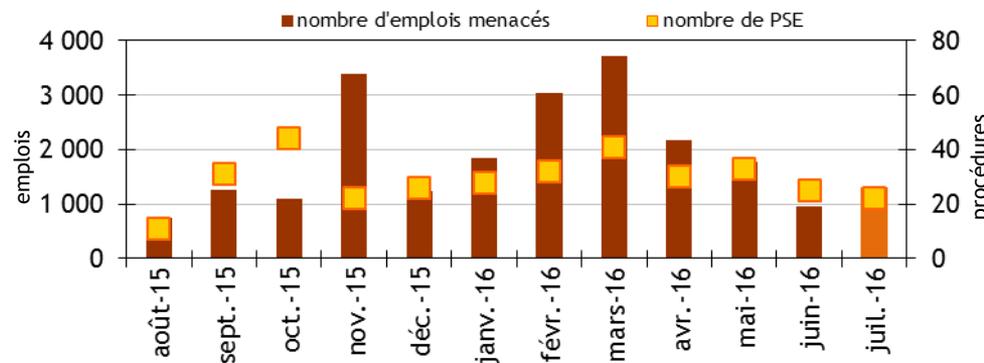
Toutefois, les PSE sont généralement moins nombreux durant les mois d'été.

Depuis le début de l'année, les chiffres des PSE comme des emplois menacés sont supérieurs à ceux de 2015.

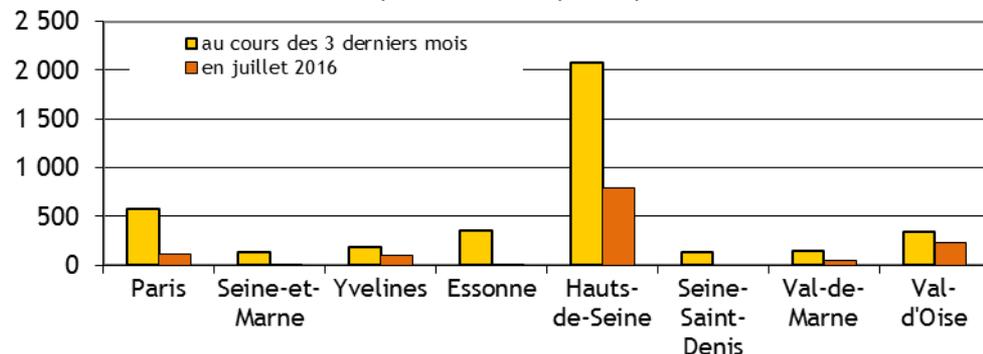
La majorité des emplois sont menacés dans les Hauts-de-Seine. Une grosse entreprise, UES de distribution d'eau, a initié un PSE important dans la commune de Nanterre.

Une autre UES menace 200 postes dans le Val-d'Oise, ce qui en fait le deuxième département le plus affecté ce mois. La spécialité de ce groupe est l'ingénierie.

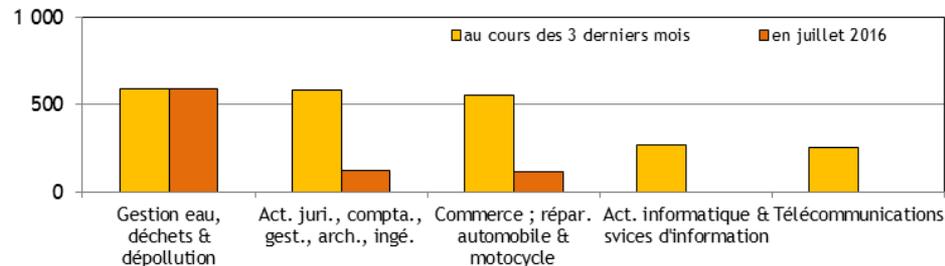
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en juillet	22	6		1	1	6		2	4	2
Cumul 2016	217	60	8	11	10	72	16	13	14	13
Cumul 2015 (janvier à juillet)	206	70	11	17	8	50	16	11	10	13
Salariés concernés	1 297	110	3	101	11	794		49	229	/
Cumul 2016	14 793	3 367	430	973	1 149	5 283	2 099	698	794	/
Cumul 2015 (janvier à juillet)	12 790	3475	520	823	446	3783	2019	995	729	/
Evolution	16%	-3%	-17%	18%	158%	40%	4%	-30%	9%	/